



NEWSLETTER

August 2008



1. CJCE Affaire C-101/08 : Egalité des actionnaires

[Read more on page 3](#)

2. Implementing powers conferred on the European Commission

[Read more on page 4](#)

3. Loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé

[Read more on page 5](#)

4. Lidl Belgium : denial to deduct losses generated by a permanent establishment in the home jurisdiction of the head office

[Read more on page 6](#)

5. Directive 2008/52/EC of 21 May 2008 on certain aspects of mediation in civil and commercial matters

[Read more on page 7](#)

6. Transparency : FAQ

[Read more on page 8](#)

7. CSSF Circular 08/349 clarifying the disclosure and notification obligations in relation to major shareholdings pursuant to the law of 11 January 2008 on transparency requirements

[Read more on page 8](#)

8. CJCE Affaire C-319/06 : Détachement de travailleurs

[Read more on page 9](#)

9. CSSF Circular 08/350 clarifying certain amendments made by the law of 13 July 2007 on markets in financial instruments

[Read more on page 11](#)



10. Loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des **droits des consommateurs**

[Read more on page 11](#)

11. Laws of 17 July 2008 implementing Directive 2005/60/EC and Directive 2005/70/EC relating to the **prevention of the use of the financial system for the purpose of money laundering and terrorist financing**

[Read more on page 12](#)

12. Law of 17 July 2008 modifying the Law of 23 December 2005 concerning application of a **10% withholding tax on certain items of savings income**

[Read more on page 14](#)

13. Grand-Ducal Regulation of 29 July 2008 establishing the list of **third countries imposing equivalent requirements (money laundering)**

[Read more on page 14](#)



1. CJCE Affaire C-101/08 - Demande de décision préjudicielle présentée à la Cour de Justice des Communautés Européennes par la Cour de cassation (Grand-Duché de Luxembourg) le 5 mars 2008 (égalité des actionnaires)

Au terme d'une longue procédure, les actionnaires minoritaires de RTL Group voient, pour la première fois, leur demande d'égalité de traitement par rapport à l'actionnaire majoritaire de la société sérieusement prise en considération.

Dans cette affaire, des actionnaires minoritaires de RTL Group avaient, en juin 2001, saisi le tribunal d'arrondissement de Luxembourg d'une demande dirigée contre les sociétés Groupe Bruxelles Lambert (GBL), Bertelsmann et RTL Group ainsi que contre les administrateurs de RTL Group, en vue d'obtenir l'annulation de la ou des conventions conclues entre GBL et Bertelsmann aux termes desquelles GBL avait cédé sa participation de 30% dans le capital de RTL Group à Bertelsmann en échange de 25% du capital de cette même Bertelsmann. Subsidiairement, les actionnaires minoritaires avaient demandé la condamnation de ces mêmes parties à la réparation de leur préjudice, estimant, cette cession de contrôle ayant nécessairement été faite, selon eux, moyennant paiement, par Bertelsmann à GBL, d'une prime de contrôle, que la cession de leur propre participation dans RTL Group, aux mêmes conditions de prix que celles faites à GBL, aurait dû leur être proposée par Bertelsmann.

Alors que tant le tribunal d'arrondissement que la Cour d'appel avaient refusé d'admettre l'existence d'un principe général de droit à l'égalité de traitement pour tous les actionnaires, la Cour de cassation luxembourgeoise, dans un arrêt rendu le 21 février 2008, n'exclut pas qu'un tel principe ait déjà été posé en droit communautaire, ce qui pourrait conduire à faire droit à la demande des minoritaires, traités de manière inégale à l'occasion de cette cession de contrôle. Elle sursoit à statuer jusqu'à ce que la Cour de Justice des

Communautés Européennes (CJCE) se prononce sur trois questions préjudicielles qu'elle lui pose.

La première vise à voir la CJCE se prononcer sur la question de savoir si les références à l'égalité des actionnaires dans toute une série de textes communautaires, dont la deuxième Directive sociétés, du 13 décembre 1976, ainsi que la Recommandation de la Commission du 25 juillet 1977 établissant le Code de conduite européen concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières, procédaient d'un principe général de droit communautaire.

La Cour de cassation demande ensuite à la Cour de Justice, en cas de réponse affirmative à la première question, de lui dire si ce principe général de droit communautaire doit trouver application seulement dans les rapports entre une société et ses actionnaires, ou, au contraire, également dans les rapports entre actionnaires majoritaires exerçant ou acquérant le contrôle d'une société et les actionnaires minoritaires de cette société, spécialement dans le cas d'une société dont les actions sont cotées à une bourse de valeurs.

La troisième question, en cas de réponse affirmative aux deux précédentes, vise à voir la CJCE se prononcer sur la question de savoir si le principe doit être considéré comme ayant existé dès avant l'entrée en vigueur de la Directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les OPA, et donc avant les faits litigieux, lesquels se situent au premier semestre de l'année 2001.



2. Implementing powers conferred on the European Commission

A number of Directives provide that certain measures are to be adopted in accordance with Council Decision 1999/468/EC of 28 June 1999 laying down the procedures for the exercise of implementing powers conferred on the Commission. It has been amended by Decision 2006/512/EC, which introduced the regulatory procedure with scrutiny for the adoption of measures of general scope and designed to amend non-essential elements of a basic instrument adopted in accordance with the procedure referred to in Article 251 of the Treaty, inter alia, by deleting some of those elements or by supplementing the instrument with new non-essential elements.

In accordance with the statement by the European Parliament, the Council and the Commission concerning Decision 2006/512/EC, those instruments which are already in force must be adjusted in accordance with the applicable procedures.

The European Parliament and the Council of the European Union therefore have amended the following Directives:

Directive 85/611/EEC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS)

Directive 92/49/EEC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to direct insurance other than life assurance

Directive 2002/83/EC concerning life assurance

Directive 2002/87/EC on the supplementary supervision of credit institutions, insurance undertakings and investment firms in a financial conglomerate

Directive 2003/6/EC on insider dealing and market manipulation (market abuse)

Directive 2003/71/EC on the prospectus to be published when securities are offered to the public or admitted to trading

Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments

Directive 2004/109/EC on the harmonisation of transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market

Directive 2005/60/EC on the prevention of the use of the financial system for the purpose of money laundering and terrorist financing

Directive 2005/68/EC on reinsurance

Directive 2006/43/EC on statutory audits of annual accounts and consolidated accounts

Directive 2006/48/EC relating to the taking up and pursuit of the business of credit institutions

Directive 2006/49/EC on the capital adequacy of investment firms and credit institutions

The amendments made are technical in nature and concern EU legislative procedures only. Those Directives shall enter into force on the day following their publication in the Official Journal of the European Union ¹.

¹ OJ L 76, 19/03/2008 and OJ L 81, 20/03/2008



3. Loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique²

La Loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé³ - publiée au Mémorial le 15 mai 2008 (« Loi sur le statut unique »)- constitue une réforme importante en matière de droit du travail et de droit de la sécurité sociale, en ce qu'elle met fin aux distinctions entre ouvrier et employé privé.

La Loi sur le statut unique entrera en vigueur le **1er janvier 2009**, à l'exception de certaines dispositions de la loi qui sont entrées en vigueur dès le 15 mai 2008. Il s'agit notamment des dispositions relatives aux élections sociales et de celles relatives à la création de diverses institutions.

Les principales modifications prévues par la Loi sur le statut unique peuvent être résumées comme suit:

Droit du travail

De manière générale, le statut unique donnera lieu à un Code du travail applicable uniformément à tous les salariés du

² This contribution relates to the Law of 13 May 2008 introducing a unique statute for the workers active in the private sector. An English translation of this contribution can be obtained upon request.

³ Loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. Le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat.

secteur privé. Dans l'ensemble du Code du travail, les termes « travailleurs », « employé privé » et « ouvrier » seront remplacés par le terme « salarié ». Les modifications suivantes, sans pour autant être exhaustives, doivent être soulignées :

- Rémunération en cas d'incapacité de travail :

Actuellement, seul l'employé privé en incapacité de travail bénéficie de la continuation de sa rémunération, à charge de son employeur, pour le mois en cours et les trois mois suivants. Après l'entrée en vigueur de la Loi sur le statut unique, l'employeur devra continuer à payer le salaire de tous les salariés pendant les 13 premières semaines de l'incapacité de travail, l'assurance- maladie intervenant le cas échéant par la suite.

Vu que cette mesure constitue une aggravation de l'obligation patronale pour les ouvriers, un modèle de compensation a été mis en place afin de contrebalancer cette charge supplémentaire pour les employeurs.

- Indemnités de départ :

Les indemnités de départ des ouvriers ayant plus de 20 ans d'ancienneté de services continus seront calquées sur celles actuellement octroyées aux employés privés.

- Trimestre de faveur :

En cas de décès d'un ouvrier, un trimestre de faveur sera accordé au conjoint survivant, aux enfants et aux ascendants de l'ouvrier, dans les mêmes conditions que celles applicables aux employés privés.

- Suppléments pour heures supplémentaires :

Suite à l'entrée en vigueur de la Loi sur le statut unique, les heures supplémentaires devront soit être compensées par du temps de repos rémunéré à raison d'1 heure ½ par heure supplémentaire prestée, soit être comptabilisées au même taux sur un compte épargne temps.



Si cette compensation ou cette comptabilisation sur un compte épargne temps n'est pas possible pour des raisons inhérentes à l'organisation de l'entreprise ou si le salarié quitte l'entreprise avant d'avoir récupéré les heures supplémentaires prestées, l'heure supplémentaire sera rémunérée à 140%. La rémunération ainsi payée sera exonérée d'impôts et de cotisations de sécurité sociale.

- Elections sociales :

Lors des élections sociales précédentes, il était institué, dans les établissements occupant plus de 100 travailleurs, une délégation des ouvriers et une délégation des employés séparée lorsque l'établissement occupait au moins 15 personnes dans chaque catégorie.

Dès les élections sociales 2008, il n'y aura plus qu'une seule délégation du personnel élue par l'ensemble du personnel. Les règles relatives au crédit d'heures rémunérées et à la dispense de service accordés aux délégués du personnel ont également été modifiées.

Notons que, afin de simplifier la transition entre le régime actuellement en place et le nouveau système, la Loi sur le statut unique comprend une disposition transitoire qui couvrira la période quinquennale 2008 – 2013 : celle-ci prévoit que l'application des nouvelles dispositions ne pourra avoir pour effet une diminution du nombre de délégués, du crédit d'heures et du nombre de délégués libérés tels qu'ils auraient résulté de l'application des anciennes dispositions.

Droit de la sécurité sociale

Un certain nombre de dispositions du « Codes des assurances sociales », renommé « Code de la sécurité sociale », font l'objet de modifications - lesquelles ne peuvent être relatées dans le cadre de cette brève contribution.

Soulignons toutefois certaines mesures visant à la réorganisation administrative de la Sécurité sociale, telles que:

- La fusion des caisses de maladie au sein d'une « Caisse Nationale de Santé » ;
- La fusion des caisses de pension au sein d'une « Caisse Nationale d'assurance- pension » ;
- La fusion de la Chambre de travail et de la Chambre des employés privés au sein d'une nouvelle « Chambre des salariés » - ce qui permettra notamment une simplification au niveau de la composition des juridictions du travail.

Notons enfin que, en vue de tenir compte des changements en matière de sécurité sociale introduits par la Loi sur le statut unique, de nouvelles données devront être intégrées dans les déclarations d'entrée, déclarations de salaires et déclarations des incapacités de travail. De nouveaux formulaires devraient être mis à disposition par le Centre Commun de la Sécurité Sociale.

4. Lidl Belgium : denial to deduct losses generated by a permanent establishment in the home jurisdiction of the head office

On 15 May 2008, the European Court of Justice (ECJ) handed down its decision in the Lidl Belgium case (C-414/05).

Lidl Belgium, a German company distributing goods through a permanent establishment in Luxembourg, had requested for German tax purposes the deduction of the losses incurred by its Luxembourg permanent establishment. The German tax authorities had refused such deduction on the grounds that the tax treaty between Luxembourg and Germany attributes taxation power for profits generated by such permanent establishment to Luxembourg and that on the basis of symmetry, the losses were not deductible in Germany either. It is noteworthy that in the case at hand the losses had effectively been deducted for Luxembourg tax purposes in



subsequent years against profits generated by the Luxembourg permanent establishment.

The ECJ held that the denial to grant deduction of losses of a foreign permanent establishment in the home state of the head office was a justifiable violation of the freedom of establishment under article 43 of the EC Treaty.

In its previous decision *Marks & Spencer* (C-446/03) of 13 December 2005, the ECJ had decided that three cumulative justifications permit a restriction of the freedom of establishment: the preservation of a balanced allocation of the power to impose taxes between Member States, the danger that losses might be taken into account twice and the need to prevent the risk of tax avoidance.

In the *Oy AA* (C-231/05) decision of 18 July 2007, the ECJ ruled that the conjunction of two of the three justifications were sufficient to justify the restriction of the freedom of establishment concerning the ability of a company to deduct sums paid by way of intra-group transfer in the frame of a Finnish fiscal unity: namely the unbalancing of the repartition of the power to impose taxes between Member States and the risk of tax avoidance.

With the *Lidl Belgium* decision, the ECJ confirmed that two of three the justifications were sufficient to justify the refusal in the home jurisdiction of the head office to deduct losses generated by a permanent establishment situated in another EU Member State.

In this context it is however noteworthy that the recent *Deutsche Shell GmbH* decision (C-293/06) of 28 February 2008 provides an exception to the ruling of the ECJ in the *Lidl Belgium* decision in that, since per definition foreign exchange losses on the capital allocation to a permanent establishment situated in another EU Member State can only be taken into account at the level of the head office (in the state of the permanent establishment such exchange rate induced losses do not exist), the refusal by the German tax authorities to take into account such foreign exchange losses was a violation of the freedom of establishment that cannot be

justified by either of the three justifications recognized by the ECJ.

After the *Lidl Belgium* decision it still remains open which are the precise criteria that permit to consider that losses cannot be used any longer in the state of establishment of the subsidiary or of the permanent establishment, thus permitting the taking into account of these losses in the home state of the parent company or of the head office.

5. Directive 2008/52/EC of 21 May 2008 on certain aspects of mediation in civil and commercial matters

On 28 May 2008, the European Parliament and the Council adopted a directive on certain aspects of mediation in civil and commercial matters (the "Mediation Directive").

The objective of the Mediation Directive is to facilitate access to alternative dispute resolution and to promote the amicable settlement of disputes by encouraging the use of mediation and by ensuring a balanced relationship between mediation and judicial proceedings.

This Mediation Directive shall apply, in cross-border disputes, to civil and commercial matters except as regards rights and obligations which are not at the parties' disposal under the applicable law. It shall not extend, in particular, to revenue, customs or administrative matters or to the liability of the State for acts and omissions in the exercise of State authority.

The mediation provided for in the Mediation Directive has to be a voluntary process in the sense that the parties are themselves in charge of the process and may organise it as they wish and terminate it at any time. However, it should be possible under national law for the courts to set time-limits for a mediation process.



Member States shall ensure that it is possible for the parties to request that the content of a written agreement resulting from mediation be made enforceable. The content of an agreement resulting from mediation which has been made enforceable in a Member State should be recognised and declared enforceable in the other Member States.

Mediation is intended to take place in a manner which respects confidentiality and Member States shall ensure that parties who choose mediation in an attempt to settle a dispute are not subsequently prevented from initiating judicial proceedings or arbitration in relation to that dispute by the expiry of limitation or prescription periods during the mediation process.

The Mediation Directive has to be implemented before 21 May 2011.

6. Transparency – Frequently asked questions

The CSSF updated the list of frequently asked questions as of 30 May 2008 by addressing six new questions with respect to the law and the grand-ducal regulation of 11 January 2008 on transparency requirements for issuers of securities.

The updated list of frequently asked questions is available on the CSSF website www.cssf.lu.

7. CSSF Circular 08/349 clarifying the disclosure and notification obligations in relation to major shareholdings pursuant to the law of 11 January 2008 on transparency requirements

The CSSF issued on 21 April 2008 a Circular 08/349 clarifying certain disclosure and notification obligations of issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market pursuant to the law of 11 January 2008 (the “Law”) on transparency requirements and the grand-ducal decree of even date setting out execution measures related to the Law.

The Circular in particular provides for:

- the forms to be used for the purpose of notifying the acquisition or disposal of major shareholdings in issuers whose home member state is Luxembourg and whose shares are admitted to trading on a regulated market and of publishing the total number of voting rights and capital by such issuers;
- clarification as to the persons subject to the notification obligations pursuant to article 9 of the Law (acquisition or disposal of major proportions of voting rights);
- clarification as to the concept of financial instruments as set out under article 12 of the Law.

The Circular and the forms to be used for the purpose of the notifications and publications referred to above are available on the CSSF website www.cssf.lu.



8. CJCE Affaire 319/06 - Détachement de travailleurs - Libre prestation des services - Directive 96/71/CE - Dispositions d'ordre public

Suivant un arrêt du 19 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés Européennes ("CJCE") a déclaré et arrêté que certaines des dispositions du Code du travail applicables au détachement des travailleurs sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ne sont pas conformes à la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et la réglementation du contrôle de l'application du droit du travail (la "Directive 96/71") (l'"Arrêt").

Les dispositions régissant le détachement de travailleurs sur le territoire luxembourgeois contiennent une liste de dispositions relevant de l'ordre public social national et qui s'appliquent dès lors à tout travailleur exerçant une activité sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg y compris ceux qui font l'objet d'un détachement temporaire quelque soit la durée ou la nature. En outre, ces dispositions prévoient certaines procédures de contrôle.

La CJCE fut amenée à (I) se prononcer sur l'étendue de certaines dispositions applicables obligatoirement à tous les travailleurs, donc y inclut aux travailleurs détachés et (II) examiner la proportionnalité des moyens de contrôle de l'application de ces dispositions.

I. Etendue des dispositions obligatoirement applicables :

La CJCE a d'abord rappelé que la "qualification de dispositions nationales de lois de police et de sûreté par un Etat membre vise les dispositions dont l'observation a été jugée cruciale pour la sauvegarde de l'organisation politique sociale et économique de l'Etat membre concerné, au point d'en imposer le respect à toute personne se trouvant sur le

territoire national de cet Etat membre ou à tout rapport juridique localisé dans celui-ci".

Selon la Cour, l'exception d'ordre public, en l'occurrence l'ordre public social constitue une dérogation au principe fondamental de la prestation des services dont l'application doit être entendue strictement. Certaines des dispositions relevant de la législation luxembourgeoise ont été considérées comme étant contraires à la Directive 96/71.

a) Adaptation automatique de la rémunération au coût de la vie:

Si la CJCE n'a pas mis en cause l'applicabilité des niveaux de salaires en soi, elle a cependant considéré que la seule adaptation indiciaire pour les salaires autres que les salaires minimaux légaux pour des travailleurs détachés est contraire à la Directive 96/71 et le Luxembourg n'a pas été en mesure de prouver que l'indexation des salaires autres que les salaires minimaux soit nécessaire et proportionnée par rapport à l'objectif de sauvegarde de l'ordre public social luxembourgeois.

b) Prescriptions relatives au contrat écrit ou document établi régissant les conditions applicables au contrat ou la relation de travail entre employeur et travailleur:

Selon la législation luxembourgeoise, la preuve écrite de la relation de travail entre employeur et travailleur relève de l'ordre public national et partant les autorités luxembourgeoises doivent obtenir preuve écrite du contrat de travail.

La CJCE a considéré cette disposition contraire au droit communautaire au motif que "la libre prestation des services, en tant que principe fondamental du Traité ne peut être limitée que par des réglementations justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général et s'applique à toute personne ou entreprise exerçant une activité sur le territoire de l'Etat membre d'accueil dans la mesure où cet intérêt n'est pas sauvegardé par les règles auxquelles le prestataire est soumis dans l'Etat membre où il est établi". Si tel est le cas, le



Luxembourg ne saurait être compétent pour recueillir à nouveau cette preuve.

c) Quant aux dispositions réglementant le travail à temps partiel et à durée déterminée:

La CJCE a considéré ces dispositions contraires à la Directive 96/71 au motif que les dispositions applicables à ces contrats atypiques ne font pas partie du noyau dur de la Directive 96/71.

d) Quant aux prescriptions relatives aux conventions collectives de travail:

La législation luxembourgeoise avait intégré dans la liste des dispositions applicables aux travailleurs détachés la législation sur les conventions collectives de travail de façon générale. La Directive 96/71 limite cette possibilité seulement aux conventions collectives déclarées d'obligation générale. Ainsi, la CJCE a considéré que les dispositions luxembourgeoises ne sauraient constituer une exception d'ordre public.

e) Quant à la transposition incomplète d'une disposition de la Directive 96/71 relative au respect des périodes minimales de repos:

Suite à la requête de la Commission, la législation luxembourgeoise a été complétée par une loi du 19 mai 2006 afin de mettre en conformité la législation nationale avec les dispositions communautaires pertinentes. En effet, en transposant la Directive, le législateur avait par inadvertance seulement inséré l'obligation des périodes de repos minimales et les repos hebdomadaire. La loi du 19 mai 2006 a rectifié la situation en incluant les repos journaliers et les temps de repos dans la liste des dispositions d'ordre public.

Le Luxembourg s'est fait néanmoins condamner au motif que "l'existence d'un manquement doit être appréciée en fonction de la situation de l'Etat membre telle qu'elle s'est présentée aux termes du délai fixé dans l'avis motivé et que les changements intervenus par la suite ne sauraient être pris en compte par la CJCE".

Il s'agit dès lors que d'une condamnation formelle et non matérielle.

II. Mesures de contrôle disproportionnées

a) Quant à l'exigence de l'information préalable de l'Inspection de Travail et des Mines dans les plus brefs délais possible et les indications essentielles indispensables à un contrôle:

La CJCE a considéré que cette disposition n'est pas assez claire et que le risque existe donc que les entreprises détachant des travailleurs sur le territoire luxembourgeois se trouveraient dans une situation d'insécurité juridique et que cette obligation serait d'ailleurs une charge disproportionnée pour l'entreprise détachante.

b) Quant à l'exigence d'un mandataire *ad hoc* auprès duquel l'entreprise détachante doit déposer les documents requis:

La CJCE a considéré que cette exigence est disproportionnée notamment au vu du système en place de coopération inter-administrative transfrontalière. Le système d'un mandataire *ad hoc* entraînerait des coûts supplémentaires et constituerait partant une entrave à la libre prestation de services.



9. CSSF Circular 08/350 clarifying certain amendments made by the law of 13 July 2007 on markets in financial instruments with respect to professionals of the financial sector carrying out activities related or supplementary to a financial sector activity

The CSSF issued a Circular 08/350 on 22 April 2008 clarifying certain amendments introduced into the law of 5 April 1993 on the financial sector (as amended) pursuant to the law of 13 July 2007 on markets in financial instruments and in particular with respect to:

- the respective status of primary IT systems operators of the financial sector and of secondary IT systems and communication networks operators of the financial sector;
- the prudential rules and conduct of business rules applicable to these professionals of the financial sector;
- the granting of the status of primary and secondary IT systems operators during the transitional period of one year that started on 1 November 2007.

10. Protection des consommateurs – Loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs

Le législateur luxembourgeois a, en date du 23 avril 2008, adopté une loi sur la recherche et les sanctions des violations des droits des consommateurs ainsi que lui en faisait

obligation le Règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs. L'innovation est importante puisqu'alors que jusque là la matière relevait essentiellement du droit privé, les autorités étatiques interviennent désormais activement dans la surveillance du marché, leurs agents se voyant confier d'importants pouvoirs de police.

Le but de cette réglementation est de rendre effective la sanction des lois protégeant les intérêts des consommateurs, c'est-à-dire les directives européennes telles que transposées dans l'ordre interne ainsi que les règlements énumérés à l'annexe du Règlement 2006/2004 (concernant, par exemple, la publicité trompeuse, le crédit à la consommation, les contrats négociés en dehors des établissements commerciaux, la commercialisation à distance des services financiers, etc).

Les autorités chargées de veiller à l'application de cette législation protectrice du consommateur sont, outre le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, la Commission de Surveillance du Secteur Financier pour ce qui est de l'activité des personnes qui tombent sous sa surveillance, le Commissariat aux Assurances pour assurer le respect des lois protégeant les consommateurs dans ce secteur, et le Ministre ayant la santé dans ses attributions pour assurer le respect des lois relatives à la protection des consommateurs dans le domaine de la publicité pour les médicaments.

Les agents de ces autorités se voient accorder des pouvoirs très importants puisqu'ils peuvent désormais "accéder à tous locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel, prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications". Ces agents peuvent également, sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement, procéder à des inspections dans des locaux professionnels ainsi qu'à la saisie de documents, l'inspection et la saisie s'effectuant sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées (article 8 de la loi).



Une action en cessation est désormais possible en cas de violation des droits des consommateurs dans toutes les matières où ces droits sont spécialement protégés. Soulignons, pour être complet, que la loi du 23 avril 2008 vise également à mettre en œuvre le Règlement (CE) n° 261/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

11. Laws of 17 July 2008 implementing Directive 2005/60/EC relating to the prevention of the use of the financial system for the purpose of money laundering and terrorist financing and Directive 2005/70/EC laying down implementing measures for Directive 2005/60/EC and amending the Luxembourg criminal code (“Code Pénal”)

The Third Directive on Money Laundering 2005/60/EC completed by Directive 2006/70/EC has been implemented into Luxembourg law by two laws of 17 July 2008 relating to the combat against money laundering and financing of terrorism. The first law (the “1st Law”) is amending the Law of 12 November 2004 concerning the combat against money laundering and terrorist financing (*the “2004 Law”*) and the second one (the “2nd Law”) is amending the Luxembourg criminal code (*“Code Pénal”*).

Two major changes are introduced by the two laws:

- restatement of the professional obligations on customer due diligence introducing for the first time a risk based approach.
- extension of the scope of the primary offences in relation to money laundering or terrorist financing;

The new concept of professional obligations on customer due diligence

The 1st Law introduces for the first time a *risk based approach* in relation to customer due diligence while redefining and specifying the obligations of the professionals concerned.

The new article 3 of the 2004 Law defines the circumstances triggering the due diligence obligations, specifies the due diligence measures to be taken and the behaviour to be adopted in specific cases and determines the detention period of customer identification and transaction-related documentation. The new provisions mainly confirm existing market standards.

The new article 3, however also allows the professionals to determine the relevant extent of customer due diligence measures on a risk-sensitive basis depending on the type of customer, business relationship, product or transaction.

The new article 3-1 of the 2004 Law provides for the simplified procedures concerning low risk customers. These simplified procedures concern mainly the entry into business relationship and the documentation on the client. A systematic and steady customer due diligence is still necessary for transactions.

Professionals may not apply customer due diligence precautions to certain clients (i.e. financial institutions, listed companies whose securities are admitted to trading on a regulated market, beneficial owners of pooled accounts held by notaries and other legal professionals, Luxembourg public authorities) or to certain products and transactions (i.e. life insurance policies in respect of certain conditions, other



products or transactions representing a low risk of money laundering in respect of technical criteria).

The new article 3-2 of the 2004 Law provides reinforced procedures regarding clients with higher risks of money laundering, particularly for correspondent banks established outside the European Union, politically exposed persons or relationships established with clients who are not physically present for identification purposes.

As far as the financial industry is concerned, CSSF circular 05/211 of 13 October 2005 has mostly anticipated the changes introduced by the 1st Law.

Other innovative provisions

The list of professionals under customer due diligence obligations is extended to include trust or company service providers, insurance intermediaries acting in respect of life insurance and all persons trading in goods where payments are made in cash in an amount of EUR 15,000 or more.

The new article 3-3 of the 2004 Law reorganises the existing possibility to delegate identification and transaction analysis procedures to qualified third parties, without discharging the delegating company of its responsibilities.

For the first time a definition of the beneficial owner for which a transaction is executed or an activity is realised (“bénéficiaire effectif”) is introduced into Luxembourg law.

Certain specifications relating to politically exposed persons are modified in the 2004 Law, limiting the scope to foreign residents only.

The obligation for the professionals to establish adequate and appropriate policies and procedures of customer due diligence has been re-worded. Furthermore, the 1st Law provides that training of the employees shall include participation in special ongoing training programmes to help them recognise operations which may be related to money laundering or terrorist financing and to instruct them as to how to proceed in such case.

Finally, the 1st Law states that the identity of employees who reported their suspicions of money laundering or terrorist financing to the competent authorities shall be kept confidential by the authorities, except in the case where its disclosure is necessary for prosecution or evidence purposes.

Primary offences in relation with money laundering and terrorist financing

The 2nd Law is changing, inter alia, the provisions of the Luxembourg *Code Pénal* on primary offences in relation to money laundering and terrorist financing.

Article 506-1 of the *Code Pénal* contains a list of concerned offences the proceeds of which may be considered to be the basis for money laundering and terrorist financing (primary offences). The 2nd Law extends this list to encompass offences like bankruptcy, breach of trust (“abus de confiance, escroquerie”), fraud, falsification (faux), theft, market abuse, offences against environmental regulations and intellectual property rights.

In addition to the precise list of primary offences, the 2nd Law introduces a general category being all offences which are punishable with imprisonment (“peine privative de liberté”) of which the minimum period is fixed by law at more than 6 months.

Where this general category is new for the Luxembourg legislation, it is interesting to note that tax fraud (“escroquerie fiscale”) is still not comprised in the scope of the definitions and cannot be considered as a primary offence in relation to money laundering or terrorist financing because it is punished by a minimum of imprisonment of 1 month only.



12. Law of 17 July 2008 modifying the Law of 23 December 2005 concerning application of a 10% withholding tax on certain items of savings income

The Law of 17 July 2008 modifies the Law of 23 December 2005 concerning application of a 10% withholding tax on certain items of savings income. Such 10% withholding tax is the final tax burden suffered for payments of interest through a paying agent located in Luxembourg for the benefit of Luxembourg resident individuals (or certain foreign entities securing the payment for such individuals).

In order to be in compliance with EU fundamental freedom principles, such 10% withholding tax is now extended for interest payments to Luxembourg resident individuals holding the financial assets in the frame of their private wealth management, that are made through a paying agent established in another EU-Member State, in a Member State of the European Economic Area (EEA) or in a jurisdiction that has concluded an international accord in relation to EU Directive 2003/48/CE on taxation of savings income in the form of interest payments.

For payments through such foreign paying agent, compliance with filing obligations and payment of the tax are incumbent on the beneficiary of the payments (and not on the paying agent, as this is the case when such payments are made through a Luxembourg paying agent), who has to satisfy such filing and payment obligations before 31 March of the year following the year during which the interest payments have been received.

For any further information please contact us or visit our website at <http://www.ehp.lu>.

The information contained herein is not intended to be a comprehensive study or to provide legal advice and should not be treated as a substitute for specific legal advice concerning particular situations. We undertake no responsibility to notify any change in law or practice after the date of this document.

13. Grand-Ducal Regulation of 29 July 2008 establishing the list of “third countries imposing equivalent requirements” (money laundering)

The Grand-Ducal Regulation of 29 July 2008⁴ establishes the list of “third countries which impose equivalent requirements” to those laid down in the law of 12 November 2004 combating money laundering and terrorist financing, as amended by the recent Laws of 17 July 2008.

⁴ Mémorial A 119, 11/08/2008. Those "third countries" are the following : Argentina, Australia, Brazil, Canada, Dutch overseas territories (Dutch Antilles, Aruba), French overseas territories (Mayotte, New Caledonia, French Polynesia, Saint-Pierre-and-Miquelon, Wallis-and-Futuna), Guernsey, Hong Kong, Isle of Man, Japan, Jersey, Mexico, New Zealand, Russian Federation, Singapore, South Africa, Switzerland, United States of America.